

## **MADAGASCAR en 2018, selon la Banque Mondiale :**

État insulaire d'Afrique australe, situé dans l'Océan indien à l'est du Mozambique, Madagascar, est la 5<sup>e</sup> plus grande île du monde avec une superficie de 587 000 km<sup>2</sup> et [24,8 millions](#) d'habitants en 2016.

L'instauration en février 2016 du Sénat boucle la mise en place de toutes les institutions démocratiques de la IV<sup>ème</sup> République.

### **Situation économique**

L'économie Malgache s'est progressivement relevée depuis le retour à l'ordre constitutionnel en 2014. La reprise des investissements publics, avec le retour des financements externes et les opportunités offertes par l'accès aux marchés extérieurs, ont poussé les activités locales, notamment les travaux publics et les secteurs de la construction et des industries manufacturières. Le taux de croissance économique, qui dépasse 4 % depuis 2016, reflète cette tendance (contre une croissance annuelle moyenne de 2,7 % pendant la période de crise politique de 2009 à 2013).

Madagascar reste cependant très exposé aux aléas climatiques, ce qui rend difficile la lutte contre la pauvreté. En 2017, le secteur agricole, principale source de revenu pour plus de 80 % de la population, a subi les effets particulièrement sévères des catastrophes naturelles. La production rizicole aurait baissé de 20 % par rapport à l'année 2016. De fait, la majorité de la population n'a pas bénéficié de l'amélioration de la situation économique : le taux d'extrême pauvreté, mesuré sur la base de [1,9 dollars](#) (en parité de pouvoir d'achat-PPA) demeure élevé à 76,2 pourcent en 2017.

Le pays doit donc absolument renforcer la résilience des secteurs productifs, et surtout de l'agriculture, pour assurer une croissance économique durable, bénéficiant aux plus pauvres.

L'année 2017 a été marquée par une forte hausse de l'inflation qui a atteint 9 % en décembre, représentant la hausse des prix la plus élevée en sept ans. Cette situation tient à la hausse des prix des produits alimentaires liée à la baisse de la production rizicole.

En revanche, en tant que l'un des principaux producteurs de vanille dans le monde, Madagascar a continué de profiter de l'envolée des prix de la vanille sur le marché international. Les recettes d'exportations de la vanille ont permis de limiter le déficit de la balance courante extérieure, préserver la valeur de la monnaie locale, et de constituer un niveau correct de réserves en devises.

Les perspectives économiques à moyen termes sont globalement positives avec une croissance du PIB qui devrait dépasser 5 %. Cependant, les incertitudes autour des prochaines élections présidentielles qui se tiendront fin 2018 pourraient avoir des effets négatifs sur la croissance. Ces élections sont également une occasion de rompre le cycle des crises politiques et de maintenir les réformes en place pour favoriser une croissance inclusive et durable.

### **Contexte social**

Madagascar a pris du retard sur plusieurs indicateurs de développement. Un enfant sur deux (de moins de 5 ans) souffre d'un retard de croissance et Madagascar est le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Par ailleurs, le taux d'accès à l'électricité est de 13 %, soit l'un des plus bas de la planète.

Dernière mise à jour: 19 avr. 2018

## Stratégie et Engagement du Groupe de la Banque mondiale

Le gouvernement malgache a élaboré un Plan national de développement qui s'articule autour de trois piliers :

- **améliorer la gouvernance ;**
- **favoriser la relance économique ;**
- **et élargir l'accès aux services sociaux de base.**

Lors de la Conférence des bailleurs et des investisseurs organisée par le gouvernement malgache à Paris en décembre 2016, avec l'appui de la Banque africaine de développement, du Groupe de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Madagascar a reçu un engagement de **6,4 milliards de dollars** pour appuyer ses projets de développement sur la période 2017 à 2020. Cette somme comprend 2,1 milliards de dollars de fonds déjà engagés mais à décaisser et 4,3 milliards de nouveaux engagements. S'ajoute à cela une enveloppe de **3,3 milliards de dollars** d'investissements annoncée par le secteur privé.

Le [Cadre de Partenariat Pays](#) (CPF) de la [Banque mondiale](#) avec Madagascar pour 2017 – 2021 a été approuvé par le Conseil des administrateurs le 27 juin 2017. Élaboré en consultation avec le gouvernement et d'autres parties prenantes, et aligné sur le Plan national de développement, le CPF vise à renforcer la résilience et à réduire la fragilité du pays, tout en promouvant une croissance économique inclusive. Les recommandations tirées du [diagnostic de la situation économique et sociale du pays \(SCD\)](#), publié en 2015, ont servi de base à la formulation des priorités du CPF: (1) améliorer la gouvernance ; (2) renforcer les finances publiques, améliorer les services publics et le financement des investissements structurants ; (3) mettre en place des politiques en faveur du secteur privé ; (4) développer le capital humain; et (5) lutter contre la pauvreté notamment en améliorant les conditions de vie des personnes pauvres vivant en milieu rural.

Sur cette base, la Banque mondiale et le gouvernement malgache se sont fixés trois priorités d'ici à 2021 de :

- de réduire de 1 point de pourcentage par an le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, dans les régions où les taux de malnutrition chronique sont les plus élevés ;
- d'augmenter de 25 % le nombre d'enfants achevant le cycle primaire à l'école ;
- et d'amener à 20 % le taux d'accès à l'électricité.

Pour atteindre ces résultats, **l'IDA allouera 1,3 milliard de dollars** à Madagascar au cours des cinq prochaines années pour financer des interventions dans les domaines de la petite enfance, de l'agriculture résiliente, de l'inclusion financière et de l'énergie.

Le Groupe de la Banque mondiale finance en tout la mise en œuvre de **16 opérations représentant un engagement total de 838 millions de dollars**, dont 372 millions ont déjà été décaissés. Le secteur agricole représente la plus grande partie des engagements (35 %), suivi par les infrastructures, l'énergie, l'appui au secteur privé (30 %), à l'éducation et à la protection sociale (21%), ainsi qu'à l'administration publique (14 %).

Dernière mise à jour: 19 avr. 2018

- L'appui de la Banque mondiale à Madagascar vise à développer les investissements et à favoriser une croissance inclusive tout en améliorant les indicateurs sociaux. Les projets mis en œuvre ont notamment abouti aux résultats suivants :

## Education

- Depuis octobre 2016, **3,3 millions d'élèves ont débuté l'année avec un nouveau kit scolaire**. Grâce à la production et à la distribution de manuels, le nombre de manuels par enfant est passé de 1 pour 25 enfants à 1 pour 2. Depuis trois ans, **12 074 écoles ont reçu des subventions pour acquérir du matériel scolaire**, financer des travaux d'entretien et de réparation, ainsi que leurs frais de fonctionnement. Des associations de parents d'élèves surveillent l'usage qui est fait de ces subventions et reçoivent des formations pour se familiariser notamment à l'utilisation de fiches d'évaluation du service rendu.
- **Depuis 2015, près de 600 écoles distribuent des repas à 103 368 enfants**. Cette stratégie s'est révélée particulièrement efficace pour que les enfants continuent de fréquenter l'école, en particulier dans le sud du pays, touché par de graves épisodes de sécheresse.
- En 2015 et 2016, **47 684 enseignants ont suivi une formation pendant l'été**.

## Santé et protection sociale

- **508 000 femmes** enceintes ou allaitantes et plus de **1,7 million d'enfants** de moins de cinq ans ont bénéficié de **soins de santé gratuits** grâce à un système de coupons ou d'exonérations.
- Environ **1,8 million d'enfants** en âge d'aller à l'école ont bénéficié d'un **traitement préventif** contre les maladies tropicales négligées, notamment les infections par les helminthes. Les enseignants ont noté un recul de l'absentéisme depuis la mise en place de ce traitement.
- **286 194 enfants** âgés de moins de 1 an **ont été vaccinés** contre la diphtérie, le tétanos, et la polio (DTP3).
- D'ici fin 2017, environ 100 000 ménages recevront des allocations bimensuelles en espèces pour les inciter à envoyer leurs enfants à l'école primaire, à travers les programmes de transfert monétaire et 32 000 autres participeront à des activités d'argent contre travail.
- Dans les neuf régions d'intervention du projet, 347 centres de santé dispensant des soins élémentaires ont été rénovés (installation de réfrigérateurs fonctionnant à l'énergie solaire pour conserver les vaccins, par exemple)

## Développement du secteur privé

- **142 500 titres de propriété foncière** ont été délivrés depuis 2006
- Entre 2015 et 2017, six réformes relatives à l'amélioration du climat des investissements ont été adoptées et mises en œuvre, réduisant de manière tangible les obstacles à l'entrepreneuriat et à la croissance des entreprises. Le nombre total de bénéficiaires directs du second projet de Pôles Intégrés de Croissance (PIC2) est estimé à près de 400 000. Dans les 77 communes d'intervention du PIC 2, on constate une augmentation de 51 % des revenus communaux, enregistrée entre 2015 et fin 2016, et de 85 % du nombre des entreprises nouvellement formalisées dans les 77 communes d'intervention du PIC 2. Huit kilomètres de routes urbaines ont pu être réhabilitées au niveau des communes urbaines d'intervention du PIC 2 et le trafic de passagers, y compris des touristes voyageant par air et mer a augmenté de 37 % dans les principaux pôles touristiques du PIC 2.

## Agriculture

- Depuis fin 2015, l'ensemble de la production de cacao malgache a obtenu la désignation « cacao fin ». Grâce à l'appui du PIC 2, **Madagascar est devenu, en 2016, membre de l'Organisation internationale du cacao**. Afin de préserver ce niveau de qualité et cette désignation, un Conseil national du cacao a été mis en place en août 2016 pour réguler la filière afin d'accroître sa productivité et sa compétitivité à l'échelle internationale.
- En 2016, l'appui du PIC 2 a permis de mettre en place un Conseil interprofessionnel du coton, une plateforme sectorielle de dialogue public-privé destinée à réguler la filière et en particulier réduire les pratiques anticoncurrentielles.
- Entre 2005 et 2013, **le taux de déforestation a baissé de 0,13 % par an** dans les aires protégées. Soit un chiffre nettement inférieur à celui des aires non protégées qui est de 1,71 % par an sur la même période.
- Entre 2013 et 2017, **41 700 hectares de terres irriguées ont été remises en état**. Et le rendement de la culture du riz a augmenté de 2,5 tonnes par hectare à près de 5 tonnes par hectare, profitant directement à plus de 76 000 ménages agricoles.

Dernière mise à jour: 19 avr. 2018

- Les partenaires au développement poursuivent leur coopération intensive avec les autorités malgaches qui sont encouragées à assurer la coordination sectorielle.

En outre, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale travaillent ensemble pour évaluer le système de passation des marchés publics à Madagascar et pour le renforcer afin qu'il puisse être utilisé dans le cadre des projets financés par l'aide internationale.

Dernière mise à jour: 19 avr. 2018

- **Source :** <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/madagascar/overview>